

informations correspondance ouvrières

N° 28

MARS 1961

publié par le Groupement Inter-Entreprise.

S O M M A I R E

- | | |
|---|---------------------------------|
| I -L'EVOLUTION DES SYNDICATS | VI -LE SOCIALISME PERDU |
| II -OPINION SUR LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE | VII-LA CONDUITE DE L'ENTREPRISE |
| III-LES TRAVAILLEURS EN FRANCE | VIII-ILAISSONS |
| IV -GRANDE BRETAGNE | IX -CRITIQUES DE LIVRES |
| V -GREVES DE BELGIQUE | X -CORRESPONDANCE |

L'évolution des syndicats

" Nous réclamons la réforme immédiate des circuits de distribution
Le gouvernement ne doit pas permettre que dure plus longtemps le scandale de la viande, c'est-à-dire qu'en période de surproduction, alors que les prix baissent à la production, ils puissent monter effrontément au détail.... Nous réclamons une politique accélérée de la construction afin que disparaisse rapidement la misère du logement, notre honte...

"...Nous réclamons l'unification des zones de salaires, qui mettra fin à l'écart de plus en plus grand et injuste des rémunérations, selon les industries

et les régimes. TOUT CELA PEUT ET DOIT ÊTRE FAIT SANS PLUS ATTENDRE."

En citant ces lignes, extraites d'un journal U.N.R. intitulé " L'Espoir des travailleurs", l'Humanité du 17 Mars 1961 parle de "torrent de démagogie". Bien sûr cette littérature serait aussi bien dans l'Humanité ou dans la Vie Ouvrière, ou dans n'importe quel programme de parti de gauche, ou d'un syndicat.

Pourquoi cette similitude: parce que tous essaient de résoudre les "problèmes sociaux" dans le cadre d'une société d'exploitation. Et il suffit d'être de gauche pour avoir le monopole de ces réformes et d'accuser de démagogie les partis de droite qui emploient le même langage.

On fait croire aux travailleurs que les capitalistes sont incapables de réaliser de telles réformes et qu'il faut des partis ouvriers pour le faire. Comme si ces réformes étaient contre le capitalisme. Il ne faut pas prêter trop d'intelligence et d'efficacité au patronat, mais il ne faut pas tomber non plus dans l'opinion simpliste qu'il ne fait que des conneries. Chaque tendance capitaliste essaie de faire ce que la défense de ses intérêts lui commande de faire. Et rien ne dit que les réformes envisagées ci-dessus n'aillent dans l'intérêt de toute une fraction du capitalisme et que cette fraction n'essaie de les réaliser.

Par exemple, la réforme des circuits de distribution permet à la fois de favoriser la concentration de la distribution, l'élimination du petit commerce la baisse des prix de détail, tout en accroissant les profits de ceux qui auront investi dans cette branche d'activité. Et en même temps, on peut jouer sur le budget des ouvriers, sur les salaires, etc... Quant au logement, il suffirait que l'Etat détourne une partie de l'argent libéré par la paix en Algérie sur des subventions aux logements pour qu'on construise en grand.... pour le plus grand profit des sociétés de construction (auxquelles s'intéressent les groupes financiers comme Rotschild par exemple). Et ce que la baisse des prix de détail aura libéré dans le budget des travailleurs, il sera possible d'en disposer pour le logement la télé, le frigidaire ou la bagnole. Ce qui "favorisera" d'autres industries. Par l'unification des zones de salaires, le gouvernement et le patronat peuvent se donner à bon compte la gloire de satisfaire des "revendications ouvrières". Et du même coup d'atteindre - avec une politique orientée du logement - cette "mobilité des travailleurs" que les bouleversements économiques actuels rendent nécessaires pour le capitalisme français.

On pourrait ainsi citer bien d'autres exemples de "réalisations" que toute une fraction du capitalisme est amené à envisager parce que c'est devenu nécessaire à son propre développement.

Les partis et syndicats qui présentaient ces mêmes réformes comme l'intérêt des travailleurs opposé à l'intérêt du capitalisme, (même comme le "socialisme"), crie à la démagogie et au voleur. On comprend bien que pour eux c'est

opinions dans le monde du travail.

" Pour votre offre, je ne crois pas pouvoir l'accepter et je vous dois une explication. Je suis un syndiqué; je ne suis pas ce que vous appelez un militant et j'ai des raisons qui me semblent assez fortes de ne pas en être un. Je suis un abonné de la R.P. qui la lit, ce qui n'est pas le cas de tous ses abonnés, mais rien de plus. Je lui ai su gré et je lui sais gré de ses combats pour la liberté et la justice, de son souci de la vérité, de son non-conformisme, de sa lutte contre le nationalisme, contre le colonialisme, de sa résistance aux prétentions de l'Etat qui me paraissent le plus grand danger dont soient menacés aujourd'hui les hommes. Mais je ne me place nullement dans votre perspective. La R.P. est une revue syndicaliste révolutionnaire; je ne suis pas un révolutionnaire, parce que la révolution qui met en place un peu partout un socialisme autoritaire et bureaucratique, une révolution dont je ne veux pas plus que vous, la révolution à la manière de Lénine et de Staline (l'un conduisant à l'autre) me paraît dans le monde d'aujourd'hui la seule qui soit possible; je ne suis pas un syndicaliste, parce que la bureaucratization du syndicalisme de masse et son intégration à la société, sinon à l'Etat me paraissent dans la nature des choses. Ce sont là des conséquences des transformations économiques. Même si elles se font moins sentir en province qu'à Paris, je ne crois pas, comme vous, pas du tout, que le syndicalisme puisse être redressé. Espérons que se constitueront de nouvelles formes de lutte contre l'oppression et contre l'exploitation. Si j'aperçois des signes réconfortants, c'est bien rarement à la direction des syndicats. Ce que je pense du syndicalisme, c'est ce que je pense et que vous pensez vous-mêmes du parlementarisme. Les mœurs des syndicats sont aujourd'hui celles des partis. Et je ne souhaite pas qu'on combatte les syndicats ou le Parlement, mais qu'on les prenne pour ce qu'ils sont, et qu'on en attende que ce qu'ils peuvent donner. Je mets mon bulletin de vote dans l'urne aux élections, et je l'y mettrai au référendum; j'ai une carte syndicale; j'ai une police d'assurance contre l'incendie.

"Rien je crois qui m'empêche de faire de temps en temps de mes réflexions un article que vous jugerez bon ou non de publier. Je peux faire partie de la pulpe encore que je n'aie grand'chose à apporter de bien nourrissant. Je ne peux pas faire partie du "noyau". En toute sympathie. "

=====

les travailleurs en France

Les journées d'action et les grèves tournantes

sont réapparues avec le printemps. Il est possible que la fin de la guerre d'Algérie déclenche des mouvements revendicatifs. Le frein du chantage à la Paix disparaîtra et les travailleurs ont conscience dans beaucoup de branches d'activité qu'ils peuvent obtenir plus que ce qui est offert.

Les mouvements limités et divisés que toutes les centrales patronnent sont suivis: dans l'enseignement, jamais il n'y a eu autant de grévistes, autant pour la paye que pour les conditions de travail, et la pagaie générale de l'enseignement.

Des mouvements plus importants poussés par la base sont-ils en vue? A tout hasard, les organisations avancent les contre-feux: 40 heures, 4 semaines de vacances. Et comme toujours l'unité. Même les oppositionnels au sein du syndicat sont prêts à jouer leur rôle: le M.S.U.D. dont on n'avait pas entendu parler depuis plus d'un an tient une conférence de presse.

A tout hasard chacun s'apprête à recueillir du sang nouveau et un peu de force dans les luttes qui pourraient venir. Si elles ne viennent pas, ça sert toujours pour les élections des délégués.

-Une manifestation de fonctionnaires, à Paris:

15.000 environ, de l'Hôtel de Ville au Palais Royal, bien encadrés par les syndicats. Des gardiens de prisons en uniforme et avec des brassards aux couleurs de Paris (on est dans la bonne légalité) ouvrent la marche et assurent le service d'ordre, les bonzes syndicaux derrière eux. "Des sous Charlot" sur l'air des lampions et encore, sans conviction, trois ou quatre pancartes, un tract des Autonomes des P.T.T. contre la hiérarchie et la démagogie des mots d'ordre syndicaux. Au Palais-Royal, tout se disperse gentiment. Les flics sont bons enfants: on est de la grande famille des fonctionnaires. Et même les Conseils municipaux et généraux sont "pour nous". Ça va faire réfléchir Debré dit l'Huma le lendemain en titrant "Puissante manifestation". Tu parles!

-La paix dans la métallurgie pour le travail continu:

"Une convention collective régissant la métallurgie prévoit pour les ouvriers travaillant au moins 8 heures de suite sans interruption, un arrêt de travail de 20 minutes pour prendre un léger repas, arrêt payé au salaire minimum garanti de la catégorie; d'autre part, l'alinéa 5 de l'article 2 du décret du 27 octobre 1936, concernant la durée du travail dans la métallurgie stipule qu'en cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption prévue pour les repas; un employeur ne peut en portant arbitrairement la durée de l'interruption de travail au-delà de 20 minutes prévue par la convention collective, modifier le caractère continu du travail d'équipe et prétendre échapper aux termes impératifs de la convention imposant la rémunération de l'arrêt de travail, le procédé employé constitue une fraude de l'employeur destinée à éluder les engagements par lui assumés" (jugement de la Cour de Cassation du 24/II/60).

Cela veut dire qu'en cas de travail par équipe, l'interruption de travail pour le repas doit être payée, quelle que soit sa durée.

(Nous rappelons aux camarades que nous pouvons leur apporter toute la documentation pour "faire valoir" leurs droits face aux patrons).

-A l'imprimerie Del Duca (Maisons-Alfort)

Au retour des vacances 1960, en Septembre et Octobre, quelques faits troublants se manifestèrent à l'atelier des rotatives:

des hommes, après quelques heures de travail, soit à la recette, soit à la direction de la machine, soudain devenaient pâles, tournaient sur eux-mêmes et tombaient évanouis. Pendant un mois, chaque semaine voyait tomber 3 ou 4 ouvriers. Le médecin de l'usine consulté à ce sujet déclarait une fatigue générale et prescrivait une semaine de repos.

Nous avons tous cru à ce diagnostic, car les premiers touchés étaient des camarades qui étaient restés à l'usine les mois de juillet et août et qui avaient fait des heures supplémentaires en pagaie (quelquefois et pour certains 70h par semaine).

Le mois d'Octobre arriva et les évanouissements continuèrent à une cadence accélérée; ils touchaient maintenant des gars qui revenaient de vacances, et qui ne faisaient jamais d'heures supplémentaires; cette fois les ouvriers prirent peur; les délégués demandèrent audience à la Direction, et au docteur de l'usine... à leur avis à tous, tout était en ordre.

Pourtant les ouvriers et les délégués enquêtaient, et il en sortit ceci :

Pendant les mois creux des vacances de nouvelles machines à imprimer furent installées; la consommation d'essence, d'encre et de solvant augmenta, d'une part à cause de ces machines, et surtout parce que la production avait augmenté sensiblement. S'il existait au-dessus de chaque machine une aspiration des gaz, les appareils de distillation et les moteurs d'aspiration n'avaient pas augmenté de capacité.

Par exemple, pour 6 machines, il existait 2 aspirateurs de 70 CV, pouvant aspirer un certain cubage de gaz également réparti sur les 6 machines. Pour 9 machines, les 2 aspirateurs restent les mêmes et aspirent toujours le même volume de gaz mais le volume absorbé à chaque machine est bien moindre, car il est divisé par 9.

Ceci fut constaté par les ouvriers. Puis une nouvelle arriva et se répandit dans l'usine comme une traînée de poudre: 3 camarades avaient été transportés à Foch et étaient paralysés.

La Sécurité Sociale alertée par des médecins de famille et du quartier arriva peu de jour après pour enquêter.

Devant l'affolement et la colère des ouvriers, le syndicat décréta: arrêt de travail et grève jusqu'à ce que la direction fasse quelque chose d'efficace. A ce point, tout le monde se rendait compte que nous avions affaire à une intoxication générale (35 à 40 camarades étaient tombés). La direction donna l'ordre d'ouvrir toutes les fenêtres et vérifia toutes les gaines d'absorption des machines.

Puis quelques uns reprirent le travail, et les délégués déclarèrent:

Comme nous avons besoin d'argent, et que d'autre part c'est dans les dernières heures que nous sommes intoxiqués, nous n'allons travailler que 6 heures par jour.

Cela dura une semaine, pendant laquelle tombèrent 6 camarades.

Cette fois, les gars s'arrêtent d'eux-mêmes et la colère est grande; en délégation, ils vont à l'Inspecteur du travail, à la Sécurité Sociale, et parlent de tout démolir dans l'usine. La semaine qui suit, nous apporte des événements qui seront concluants.

La Sécurité Sociale arrive avec un camion expérience et des techniciens armés d'appareils à cadran multiples et d'éprouvettes.

Mais comme les machines ne tournent pas, comment faire des analyses d'air? Donc réunion des délégués cette fois avec l'Inspecteur du Travail et les ingénieurs du laboratoire. C'est évident; pour trouver la cause des intoxications, il faut reprendre le travail et à plein comme auparavant.

En ayant la conscience d'être des "cobayes" les gars reprennent le travail pas longtemps, car encore 7 gars tombent mais cela, selon les techniciens a été suffisant, car comme les ouvriers l'avaient eux-mêmes constaté, il y a une absorption des gaz très insuffisante, et de plus il entre dans la composition des encres et solvants des produits nocifs, tels que benzène et toluène.

La Sécurité attaque la Direction devant une juridiction et obtient gain de cause. Tous les ouvriers malades intoxiqués seront payés intégralement; de plus la direction doit faire installer une absorption supplémentaire et procéder à des travaux afin que l'aspiration des gaz toxiques soit éliminée (le montant des travaux doit se monter avec le matériel à quelques 7 millions).

Le fabricant de l'encre employée est condamné à son tour pour avoir employé des produits déjà interdits (les encres sont fabriquées dans une usine appartenant à Del Duca).

Les ouvriers reprennent le travail, mais 6 heures par service.

Tout cela ne rend pas la santé aux camarades qui sont partis en maison de cure et de plus aux deux camarades qui restent paralysés.

Une commission de surveillance de sécurité a été élue; trois délégués choisis parmi les plus représentatifs ont surveillé les travaux et vérifié la composition des encres. Ils se sont promenés dans l'usine pendant toute la durée des travaux avec un air supérieur, en costume, et toujours accompagnés par un membre de la Direction.

Puis les travaux terminés, les ouvriers rentrés et rétablis, le travail a repris à 8 heures par service, les trois délégués sont devenus des permanents qui aident la direction dans son travail et qui discutent avec les gars : des vacan-

ces, des augmentations, des affectations à telle ou telle machine. Car aujourd'hui ce sont eux qui remplacent les bureaucrates du bureau du personnel.

Sur la porte d'un grand bureau, bien aéré, avec une dactylo, on peut lire : Comité d'Entreprise - pour les renseignements: tels jours, à telle heure.

Peu après les intoxications, le Comité d'Entreprise a pondu une note: disant à peu près ceci: pour la sécurité de tous et devant la gravité des derniers événements, les ouvriers doivent capoter les encriers sur les machines, boucher les jorricans de solvants et ne pas nettoyer les machines avec des essences, etc...

La note se terminait ainsi: tout manquement à ces observations sera considéré comme une négligence et sévèrement puni comme telle; suivait la signature des délégués. Les gars en sont tombés sur le cul. Mince, alors ! C'est nous qui allons avoir des sanctions maintenant.

Jamais le syndicat ne s'est senti aussi fort et les délégués du C.E. ont pris des airs arrogants; les gars marchent dans l'ensemble, et la direction qui n'en demandait pas tant, arbore un sourire béat.

-Une annonce dans l'Humanité: (17/3/61 page 3)

pour le placement d'obligations de la RNUR qui emprunte à 5% et à concurrence de 6 milliards d'anciens francs, Renault va pouvoir encore moderniser pour augmenter la productivité avec les capitaux réunis avec le concours de la presse, y compris l' Huma. Après cela, les gars de chez Renault pourront mener de "grandes batailles" sous la conduite de la C.G.T. comme en novembre dernier, et remercier ceux qui aident si bien les directions à prélever sur les travailleurs la rémunération des capitaux qu'ils ont aidé à réunir.

-En février 59

Lors de la fusion des usines Fives-Lille (Lille) et Cail (Denain) il y a eu des licenciements massifs ; à Lille, pendant près d'un mois les syndicats épuisèrent la combativité des ouvriers dans des manifestations de rues, plus ou moins sporadiques. Et aucune coordination des luttes n'eut lieu avec Denain, ou les autres usines du groupe. Il paraît que c'en'était pas possible.

Le samedi 11 mars, les responsables CGT des usines Fives-Lille-Cail de Fives, Denain, Givors, se sont réunis à Lille pour une action commune sur les salaires, le rendement et les temps de travail. Action qui se traduit par quelques débrayages.

En réalité la CGT coordonne toujours, mais pas dans le même sens: elle disperse les mouvements quand la combativité risque d'avoir des conséquences politiques dont elle ne veut pas (par exemple en 59 d'ouvrir une crise politique) elle parle d'union à grands renforts de publicité quand cela n'a aucune conséquence sérieuse.

grande bretagne

Les fonctions du Comité de Liaison: du mouvement des travailleurs de la base (Rank and File Movement) (voir I.C.O. N° 27)

- a) faire de la propagande et diffuser les informations sur les travailleurs en grève, en organisant des réunions publiques, envoyant des circulaires aux différents syndicats, diffusant des bulletins d'informations, des communiqués de presse aux journaux ouvriers.

Pour atteindre ce but le Comité de Liaison doit se procurer dès que possible un haut-parleur et une ronéo.

- b) collecter de l'argent pour les grévistes auprès de tous les organismes syndicaux, organiser des collectes aux portes des usines et par des listes de souscription dans les usines. Diffuser partout des appels pour une aide financière.

- c) Soutien des grèves. Lorsque des grèves sont déjà commencées en cherchant à les étendre, en organisant des actions de solidarité par exemple dans les usines fournissant les matières premières des usines en grève ou les entreprises transportant ce matériel; organiser où cela est possible le boycott: c'est une arme puissante laissée de côté. Appels pour un boycott international.

- d) Etudier les grèves dans le but de parfaire l'arme qu'est la grève notamment développement des grèves gestionnaires (stay-in strike) ou d'autres formes de grèves.

- e) Le Comité de Liaison devrait agir comme centre d'Informations.

Pour parvenir à remplir ces tâches, le Comité sera organisé comme suit :

- 1) neuf membres élus par la base-
- 2) Trois membres du comité pour s'occuper des finances
- 3) Les membres du Mouvement "Rank and File" peuvent remplacer n'importe quel membre du Comité lors de l'Assemblée mensuelle.
- 4) Les décisions seront prises par cette assemblée, le Comité de Liaison n'étant qu'un "exécutif", c'est-à-dire exécutant les décisions de l'assemblée
- 5) Le Mouvement "Rank and File" sera organisé sur une base fédérative. D'abord au niveau des entreprises, puis géographiquement.
- 6) Ces groupes seront autonomes.

belgique

Un épisode particulier des grèves:

Le texte qui suit ne saurait exprimer ce qu'ont été les grèves belges. Il n'en constitue pas moins un élément qui, à notre avis, montre bien comment au cours des luttes ouvrières se déplacent les rapports de forces qui conditionnent l'entrée dans la grève ou la reprise du travail.

Ces faits concernent une petite ville de Wallonie - Binche - 10.000 habitants - à 10 Kms de La Louvière (gros centre minier et sidérurgique du bassin du centre, à mi-chemin entre Mons et Charleroi). Activité unique: l'industrie du vêtement de confection, très concentrée, une trentaine d'entreprises - effectif moyen : 2 à 300 personnes - main d'oeuvre en grosse majorité féminine - modernisation poussée en raison de la concurrence des Flandres, de la Hollande, de l'Allemagne - Influence de la C.S.C. la plus importante.

Les grèves belges débutent le mardi 20 décembre chez les enseignants, et les communaux et s'étendent dès le mercredi 21 à la sidérurgie (notamment aux A.C.E.C. à Marcinelle, proche de la Louvière) aux mines et aux chemins de fer. Le centre de la grève dans la région est La Louvière: c'est là qu'est le Comité local de grève contrôlé par la F.G.T.B. locale, c'est là que sont organisés, localement les picquets de grèves pour toute la région. Aucune organisation sur le plan des entreprises (pas d'occupation, pas de comités de grève).

A Binche, la grève n'a à ce moment aucune répercussion: le travail continue. Le Vendredi 23 décembre, une cinquantaine de grévistes (la plupart enseignants) arrivent à Binche et dans chaque entreprise demandent à parler aux délégués du Conseil d'Entreprise (équivalent des délégués syndicaux) pour les faire entrer dans la grève. Le patron appelle les délégués, lesquels demandent aux ouvriers de se joindre à la grève. Hésitations. Les patrons pressent une décision: ceux qui veulent débrayer quittent l'usine, les autres continuent à travailler (ils ajoutent que cette grève est contre le gouvernement et qu'elle ne les concerne pas. C'est d'ailleurs la position officielle du patronat belge). 30% des ouvriers (petits salaires en général) débraient alors.

Le lendemain samedi 6 à 700 grévistes viennent de La Louvière et installent des picquets importants devant chaque entreprise. La gendarmerie locale est débordée (2 ou 3 par usine). Là où les travailleurs ne sortent pas les portes sont enfoncées quelques vitres brisées. Mais rapidement, sans grande casse, le travail cesse totalement à Binche. A ce moment et les jours suivants on peut dire que 70% des ouvriers sont pour la grève.

Tous les jours des picquets viennent de La Louvière. Cette situation dure trois semaines, jusqu'au 15 Janvier environ. Aucun incident, aucune tentative de

reprise. Le syndicat local FGTB contrôle la grève et autorise quelques travailleurs par entreprise à travailler pour la surveillance, l'entretien et l'application des lois sociales.

La semaine précédant le 15 un événement va tout modifier. D'une part, la grève paraît sans issue. La répression se développe ainsi que des manoeuvres de toutes sortes. Des clients des Flandres viennent reprendre les tisa s confiés à des entreprises de Binche (démarche concertée ?) Rien n'est fait pour les empêcher. Ouvriers et patrons ont peur de perdre leur travail. Un groupe se rend en délégation auprès du bourgmestre socialiste pour demander à travailler pour éviter la ruine de la ville. Le bourgmestre refuse d'intervenir. Alors, spontanément, le lundi 16 Janvier, 800 personnes -travailleurs et patrons- manifestent dans la rue, pour exiger la reprise du travail et votent une adresse en ce sens. Le lendemain, 40% des ouvriers travaillent alors que la grève reste totale dans toute la région. Des renforts de gendarmerie et de troupe ont été amenés. La police prend un arrêté interdisant les rassemblements de plus de cinq personnes. Des heurts se produisent entre les piquets de grève et les ouvriers qui veulent reprendre. Les forces de l'ordre embarquent tous les rassemblements (grévistes, non grévistes, patrons même) dans des camions et les débarquent quelques heures plus tard à quatre kilomètres dans la campagne.

Le mercredi 18 la reprise est totale à Binche. Les piquets de La Louvière ne viennent pas. Même chez les dirigeants syndicaux le renversement a été aussi rapide, justifié par eux par des considérations économiques. L'intervention des piquets de grève avait levé la peur du patron. La peur de perdre le travail fait disparaître la solidarité avec la grève; l'intervention de la force de l'Etat fait le reste. Que cette "conséquence économique" soit le résultat d'une action concertée, qu'elle ait pu avoir lieu alors que la grève paraissait sans issue et par le jeu de l'appareil de répression, c'est évident. Mais n'en est-il pas de même dans toute grève? Les travailleurs entrent en lutte quand ils estiment que le rapport de force s'est modifié en leur faveur et qu'ils pensent obtenir un résultat de leur lutte; ils reprennent le travail quand ils estiment que le rapport de force traditionnel se trouve rétabli. Or, dès qu'une lutte cesse de se développer dans une contestation de plus en plus radicale de la société dans sa totalité, les rapports préexistants tendent à se rétablir par les voies les plus diverses que l'on appelle la reprise du travail une victoire ou une défaite.

mmmmmmmmmm

Participation à Informations & Correspondances Ouvrières:

Il a été tiré 300 exemplaires de ce bulletin.

Ce qui importe c'est autant sa diffusion que la participation des camarades à son élaboration, à la critique de son contenu, aux discussions sur les problèmes abordés.

Correspondances et versements: SIMON Henri- 5 Allée du Pavillon

DAMMARIE-les-LYS (S.&M.) CCP:6447-77 PARIS

document

Le socialisme perdu: (extraits d'un texte d'un camarade hollandais)

(ce texte est aussi un texte de discussion - nous en publierons d'autres passages dans les numéros suivants en souhaitant que les camarades formulent, sans hésiter leurs critiques)

" Le mécompte: les attentes de Marx concernant le développement du capital sont, en général, réalisées, mais à l'égard de la lutte de classe elles se montraient jusqu'à présent fausses. La concentration des capitaux et la concentration de la vie économique (et politique) s'exécutaient. La classe des salariés devenait la classe prépondérante et des milliers d'ouvriers sont rassemblés dans les usines, des millions sont organisés dans les syndicats. Les crises économiques se succédaient jusqu'à 1939, toujours plus vite et elles se montraient toujours plus ravageuses. La première et la deuxième guerre mondiale, causées par la concurrence des capitaux, massacraient des millions d'ouvriers et épuisaient l'appareil de production de l'Europe. Mais malgré la réalisation de ces attentes des vieux marxistes, l'attente de l'appauvrissement de la population laborieuse ne s'accomplissait pas, en tout cas, lorsqu'on la considère du côté de la consommation, et de la garantie de subsistances. La quantité et la diversité des objets de consommation ont augmenté au cours des années et les assurances sociales, concernant le chômage, l'invalidité, la maladie, la vieillesse, etc... sont un appui dans la vie. La réduction du temps de travail, les vacances, la radio, le cinéma, la télévision, et les possibilités de voyage assurent un certain divertissement auquel les vieux marxistes n'ont certainement pas rêvé.

Pourtant cette augmentation du niveau de vie matériel et cette plus grande garantie de la subsistance en soi ne sont pas responsables pour l'anéantissement des perspectives ouvrières d'une société sans classe et sans exploitation. Il est plutôt la manière selon laquelle cette amélioration était gagnée. Si cette amélioration avait été conquis au cours des années de luttes des masses ouvrières devant une résistance acharnée des entrepreneurs et de l'Etat, le processus du développement de nouveaux caractères psychiques, mentionné ci-dessus, serait entré en ligne de compte. La certitude du communisme, son "inévitabilité", était située dans la nécessité d'une lutte permanente et acharnée pour réaliser le prix du travail selon la valeur du travail, débouchant psychologiquement dans la volonté de réaliser le communisme. Les opinions des ouvriers d'une solidarité et d'une discipline de classe solide, l'expression de nouvelles valeurs sociales, d'une nouvelle conscience morale, étaient liées à une lutte active des ouvriers eux-mêmes, comme c'était réellement le cas au temps de Marx.

Ici se trouve le mécompte de Marx. Il a sous-estimé les conséquences de l'augmentation prodigieuse de la productivité du travail, laquelle ouvrait un chemin plus facile pour l'augmentation du niveau de vie. Surtout depuis la première guerre mondiale, le caractère de la lutte de classe changeait. La collaboration entre le capital et le travail, dans les parlements et par l'intermédiaire des syndicats, possible sur la base de la grande productivité du travail, donnait une issue presque sans que les masses mêmes soient obligées d'intervenir.

La lutte acharnée des masses elles-mêmes n'était, jusqu'à maintenant, pas absolument nécessaires et ainsi les attentes de caractère psychologique-social ne se produisaient pas.

Travail corporel et travail psychique

Avant de terminer ce chapitre, nous voulons signaler que l'augmentation du niveau de vie n'est pas en contradiction avec la loi de la valeur de la force de travail formulée par Marx. A première vue, cette augmentation, c'est-à-dire les radios, les cinémas, les télévisions, les possibilités de voyager, etc... semble en contradiction avec la loi sur la valeur de la force du travail, mais ce n'est qu'une apparence. Cette loi dit que cette augmentation est déterminée par les frais de recharge, de la récréation, de la restitution, de la récupération de la force de travail dans un certain milieu corporel, y compris la récréation pour la nouvelle génération. Autrefois, ces frais se limitaient aux frais d'une habitation mauvaise, de l'habillement, et de la nourriture, pendant que le bistrot et l'Eglise assuraient une détente suffisante. Aujourd'hui, la récréation exige beaucoup plus en raison du changement de caractère du travail.

C'est la machine qui change ce caractère. Aussi longtemps que le travail s'est effectué sans ou avec des machines peu compliquées, il avait surtout un caractère physique. Ce sont surtout les muscles qui comptaient, l'effort spirituel et nerveux jouait un rôle secondaire. Les frais de récupération se limitaient au rétablissement des forces physiques et à l'éducation corporelle des enfants. Avec la généralisation du travail effectué à l'aide de machines toujours plus compliquées, l'effort psychique, une attention constamment tendue changent le caractère du travail: chauffeurs, chemins de fer, ateliers de confection, chaînes roulantes employés de bureaux, etc... Le travail musculaire est remplacé par l'épuisement corporel et psychique, une récupération des seules forces physiques n'est plus suffisantes et tout cela mène à un raccourcissement du temps de travail et à côté la nécessité d'une détente au moyen de cinéma, radio, vacances, etc... Autrement dit, l'épuisement corporel et psychique s'expriment en augmentation de la valeur de la force de travail, en frais de récupération de cette force de travail. Le niveau de vie plus élevé n'est pas ainsi en désaccord avec la loi de la valeur de la force de travail, mais il en est une affirmation.

Aujourd'hui, il est certain que la classe ouvrière n'a pas réussi à réaliser la nouvelle valeur, et cela malgré les soi-disant pouvoir des syndicats et des partis socialistes parlementaires. Du point de vue de la cadence de la vie économique, on doit constater une régression, ne s'exprimant pas en objets de consommation, mais, en une nervosité générale et en maladies nerveuses. Mais ce n'est pas ce que Marx attendait.

.....

DOCUMENTS SUR LES GREVES BELGES

- Une étude de Jean de Boë, syndicaliste belge, parue dans différents journaux belges et dans C.I.L.C.-Mars 61- 179 Rue du Temple)- point de vue de syndicaliste - envisage les "redressements" du mouvement syndical.
- La grève belge de 1960-61 force et faiblesse d'un grand combat (4ème Internationale -64 Rue de Richelieu)-brochure dans le style "nous l'avons bien dit". et "il faut une organisation" -(la 4ème Internationale, bien sûr)

document

La conduite de l'entreprise dans ses rapports avec la vie économique globale:

La page qui suit est extraite d'un projet d'étude sur l'entreprise capitaliste publiée par un groupe de camarades. Nous pensons que sa lecture pourra inciter les camarades à lire la partie du texte déjà rédigée, et à formuler leurs avis et leurs critiques. D'autre part, nous estimons qu'elle peut servir de schéma et de cadre aux camarades d'entreprises pour une réflexion et une compréhension sur leur propre entreprise, leur situation de travailleur, en son sein; cette réflexion et cette compréhension est à notre avis une base essentielle à toute activité militante valable, dans la société d'aujourd'hui.

Nous enverrons la partie déjà rédigée de ce texte à tout camarade qui en fera la demande. Comme nous le disons par ailleurs, ce qui compte ce n'est pas tant une contribution en argent ou la répétition de nos idées, mais l'ouverture d'une discussion.

"...Nous sommes maintenant en mesure d'examiner comment le milieu ambiant et notamment le milieu économique général dans lequel baigne l'entreprise, influence la conduite de l'entreprise.

Cette influence du milieu se traduit par un très grand nombre de contraintes, qui ne sont pas toutes de même nature, mais auxquelles la firme doit se soumettre.

Nous ne citerons que pour mémoire les contraintes résultant des lois et règlements innombrables auxquels doit se soumettre l'entreprise : règlements sanitaires, règlement de sécurité, législation des impôts, réglementation du travail, lois sociales, etc... C'est le cadre général imposé à toute entreprise, cadre étroit que l'on peut parfois ignorer peu ou prou, - cas des règles de sécurité par exemple, qui sont presque toujours très mal observées - mais que dans l'ensemble les responsables de la conduite de l'entreprise s'efforcent de respecter, ne serait-ce que dans le but de "ne pas avoir d'histoires". Le fait qu'il soit le même pour tous le rend plus facilement acceptable. Mais ce que l'on doit signaler c'est qu'il est en perpétuelle transformation. Les services spécialisés de la firme doivent donc déployer des efforts permanents pour s'informer des modifications qui y sont presque chaque jour apportées. C'est pourquoi le journal officiel est lu chaque matin avec beaucoup d'attention par plusieurs personnes de la firme. C'est pourquoi également les services d'un organisme syn-

dical tel que l'U.I.M.M. spécialiste de ces questions, sont particulièrement appréciés. Au sein de la firme elle-même - au niveau du Service Economique et Financier (service de la Documentation) pour être plus précis - de brèves notes faciles à "ingurgiter rapidement" sont rédigées chaque fois que nécessaires, à destination du directeur général, de son adjoint, et du secrétaire général, pour les tenir au courant.

"Sur le plan économique et technique, c'est les "lois du marché", les lois de la concurrence qui s'imposent. Elles contraignent l'entreprise à réduire ses prix de revient et à améliorer ses produits et, pour celle, elle a la force à rationaliser toujours davantage ses méthodes, à perfectionner son équipement, à tirer le meilleur parti possible de ses ressources en capitaux et en hommes.

"D'une façon générale enfin les accords tacites conclus avec les concurrents la mentalité générale propre au patronat français dans son ensemble, tracent le cadre sociologique et psychologique dans lequel doit obligatoirement s'inscrire l'attitude des dirigeants de l'entreprise.

"Comme on le voit, toutes ces contraintes extérieures ne laissent pas beaucoup d'autonomie aux dits dirigeants. Ils sont véritablement ficelés dans un réseau d'obligations émanant des sources les plus diverses et contre lesquelles ils ne peuvent rien. Ils doivent s'en accommoder. Leur marge de manoeuvre est donc très étroite. Cela est tellement vrai que l'apparition d'une nouvelle majorité au sein du Conseil d'Administration et la nomination d'un nouveau Directeur Général, quelque soit son dynamisme et ses "qualités" ne sont pas suffisantes pour changer la politique d'une entreprise. Quand nous voyons la politique il y a, c'est que l'ancienne politique ne correspondait plus à l'évolution des contraintes externes dont nous venons de parler et non parce que la haute direction a décidé de changer de cap.

"Autrement dit, on doit retenir de tout cela, que l'entreprise n'est pas libre, n'est pas autonome. Elle est emportée dans un courant qui la dépasse. Le plus clair de ses efforts consiste à ne pas se laisser submerger.

"Nous ne pouvons toutefois pas pousser plus loin l'analyse pour le moment. En effet, en plus des contraintes externes dont nous venons de parler la direction doit tenir compte des forces internes - dues à la lutte des ouvriers - qui émanent de l'intérieur de l'entreprise elle-même.

"Ce n'est que lorsque nous aurons examiné ces forces que nous pourrons reprendre l'étude de la gestion de la firme esquissée ci-dessus. "

critiques de livres

" L'ouvrier d'Aujourd'hui " par A. Andrieux et J. Lignon- (ed. Marcel Rivière
8,50 N.F.)

Nous ne pensons pas entamer une discussion directe de ce livre; nous souhaitons que beaucoup de camarades le lisent et qu'un échange de vues ait lieu entre nous, soit par correspondance, soit dans nos réunions. Différentes études en ont été données, mais elles ne sauraient remplacer une lecture et notre propre opinion de travailleurs.

" Métro, Place des Fêtes " M. Lime- ed. Debresse -9 N.F.)

Différentes critiques (Révolution Proletarienne, Ecole Emancipée, Musée du Soir, Le Monde) ont signalé ce livre à l'attention des camarades; nous ne pouvons mieux faire que de donner deux lettres de camarades qui permettent de situer le livre et l'auteur chacun à leur place.

-lettre d'un camarade qui a connu Lime: " ...Je rappelle qu'à mon avis, il ne nous appartient pas de le dédouaner, encore moins à le cautionner, ce qu'il semble rechercher parmi les groupes d'avant-garde. Je t'en l'ai dit ce qu'il a fait le condamne à rester tout petit. Je ne pense même pas qu'un "jury d'honneur", ou quelque chose de ce genre, organisé en accord avec d'autres organisateurs permettrait à Lime de militer de nouveau. On ne peut se limiter à dire : il a fait le con, il a payé, bon ça va, n'en parlons plus. Ce fut trop grave. Lime était en plein âge de maturité politique et il a été mis en garde après discussion. Il savait absolument et totalement ce qu'il décidait, y compris la question juive, qui fut bien entendu évoquée. Sa décision venait après une évolution qui remonte loin. En 1939 au cours d'une discussion chez lui, avec des copains de l'AOIP, je me souviens que Lime affirmait que la phase bureaucratique était historiquement nécessaire. Je pensais alors: il prépare son retour dans le giron des staliniens. Mais non- Fin 1940 il choisissait Doriot et l'hitlérisme. Qu'il ait misé sur le mauvais cheval (peut-être poussé par le désir de se faire éditer avec sur la bande "un nouveau Dostoïevski" tant pis pour lui. Ce qu'il a fait ensuite je n'en ai rien su. Cela importe peu, il a bien dû comprendre vers 1943 qu'il s'était fourvoyé. Encore une fois, tant pis !

Bon, mais son livre? Vous comprendrez que je me sente trop mauvais juge. Je le connais trop. Je t'ai parlé de "narcissisme" et rappelé un passage de son livre de 1940. On retrouve la même chose dans celui-ci. C'est le danger des romans plus ou moins autobiographiques. L'auteur se décrit et s'explique. Il pare son héros de tous les charmes et vertus qu'il se reconnaît. Il n'est pas seulement intelligent et sensible; cela revient plusieurs fois, mais même ses mains sont intelligentes et douces, quoique calleuses, etc...

Par ailleurs sa défense de la polygamie ou plutôt de sa polygamie est bien laborieuse. Quant à ses vantardises de petit maître es-fornication, de tombeur de

filles, c'est assez décevant. Bon nombre de mâles en savent tout autant, sans pour cela éprouver le besoin d'étaler leurs connaissances.

Le fond politique du livre ? On ne peut demander moins à un gars qui était en opposition avec le parti depuis les années 1930.

Comme le critique du Monde (Coiplet, je crois) je pense que la fin (c'est-à-dire le meurtre) est exagérée.

- Lettre d'un camarade postier:

" Je sais ce que ses anciens camarades lui reprochent, un d'eux, également de l'AOIP, m'en a parlé. Je trouve d'ailleurs curieux ces besoins de condamnation, de "jurys d'honneur", etc... On semble vouloir imiter la justice bourgeoise. J'ai l'impression que plus on se sent près d'un camarade, moins on accepte les divergences. Il est curieux de constater que ces mêmes camarades accepteraient facilement un retournement de communistes "militants", ils parleraient d'évolution et accepteraient ce transfuge comme un bon camarade et un bon militant, même si depuis plus de 20 ans il a accepté toutes les couleuvres communistes.

" Ce qui compte pour nous, c'est ce que contient le bouquin, si cela a une valeur ou non, et je pense que là, il y a tout de même une expérience des années d'après-guerre, sur le plan syndical. Il est nécessaire de parler de cette atmosphère que nous avons connue et, jusqu'à maintenant, on n'a rien vu à ce sujet. L'assassinat est sans doute exagéré, ses descriptions sexuelles sans doute un peu fortes, mais, le livre étant un roman il faut bien lui donner autre chose que l'âpreté de tous les jours. Le chroniqueur du Monde en a parlé et, disant qu'un prolétaire aussi bien soit-il ne pouvait pas faire un bon roman car c'était un métier de faire ce roman, pouvons-nous nous arrêter à ce jugement d'un intellectuel bourgeois et de plus d'un "canard" faisant tout ce qui est nécessaire pour les communistes. Louzon dans un numéro de la R.P. a fait un compte-rendu excellent.

" Nos camarades qui le condamnent sans appel refusent de voir dans Gide un pédéraste mais un romancier, dans Jules Roy un colonel mais un homme qui apporte une certaine optique sur le problème algérien, des vues intéressantes. Qu'importe que Jules Roy ait fait de l'Armée son métier, Lime est jugé comme ancien docteur, on juge son comportement, il est facile de dire que son livre ne vaut rien, reste-t-il chez ces camarades une certaine admiration intérieure du Parti et refusent-ils sa froide condamnation? Je n'en sais rien, ce sont des questions que je me pose. Il est évident que Lime cherche à s'introduire dans les milieux révolutionnaires. Je l'ai vu plusieurs fois au cercle "Zimmerwald" où se trouvent justement aussi des camarades de l'AOIP, il a même pris la parole. Il profite de ces réunions pour faire une propagande afin de vendre ses bouquins, il engage même une souscription pour l'impression. Ces faits ne sont pas particulièrement une bonne note. Il a d'autre part, fait plusieurs articles dans la R.P. Son livre a-t-il de la valeur ? C'est l'essentiel. Le pisser-copie du Monde ne suffit pas pour le jugement. Le fond politique du livre? On ne peut demander moins à un gars qui était en opposition avec le Parti depuis les années 1930. Est-ce que les ouvriers depuis ces générations de 1944 connaissent bien ces problèmes et même si c'est le moins que Lime puisse dire, n'est-ce pas encore beaucoup pour nombre de camarades qui se pensent justement affranchis du Parti. Nous ne pouvons même pas parler dans les assemblées ouvrières des usines, ce roman donne l'atmosphère, il peut simplement rendre service.

(voir suite page)

correspondance

-d'un camarade du Midi:

" De lire l'Express et France-Observateur régulièrement, j'en tire la conclusion que tout ce monde n'est que l'opposition de sa Majesté. Le Monde est naturellement à mettre dans le même panier. Ça, une gauche ! Et dire que des types qui se disent encore révolutionnaires se sont fourvoyés dans ce P.S.U. Après tout, c'est peut-être mieux - Au moins, la place est nette pour les vrais révolutionnaires - lesquels en sont toujours à merdoyer courageusement. Ne voyez pas là désillusion ou pessimisme. Le rapport de forces est tel que nous ne sommes pas au bout de la nuit. "

-d'un camarade de Thionville:

" J'essaierai de vous aider, mais permets-moi quelques critiques (qui ne sont valables qu'ici sur le plan local, plus particulièrement dans la boîte où nous travaillons). Votre position me semble trop anti-syndicats; je sais que le syndicalisme d'aujourd'hui a perdu le sens de sa véritable mission mais pour le lui redonner, je pense que c'est de l'intérieur du syndicat qu'il faut agir en mettant les camarades en garde contre "leurs dirigeants", en leur démontrant clairement les erreurs du "sommet", en dénonçant les "combines", en leur faisant connaître ce qu'était le syndicalisme d'antan. Ceci est très dur, car la grande masse ouvrière sombre de plus en plus dans l'ignorance et ceci est très visible ici en Moselle, où est concentrée la grosse industrie, le patronat y est responsable par les méthodes employées. L'usine où je travaille en est un exemple typique: la dépersonnalisation de l'individu y est poussée au maximum: logements confortables de l'usine, associations-coopératives ménagères de l'usine prêts importants de l'usine, ingérence totale dans la vie privée du personnel par un service social de l'usine, trop prévenant à mon avis, par des tas de surveillants, pointeurs, et flics privés, tous anciens militaires de carrière très appréciés des patrons, pour leur docilité et lâcheté; ici, il y a au moins 1 mouchard pour 10 travailleurs; et dans les neuf qui restent il y en a bien deux ou trois qui trahissent inconsciemment leurs camarades; d'ailleurs l'usine paie confortablement ceux qui la servent, les autres aussi, mais à une condition: se contenter d'une 4 CV, d'une T.V. et de beaux meubles. Mais pas de lectures dangereuses ! Une bibliothèque de l'entreprise y veille, avec l'aide du clergé. Surtout ne pas penser ! Ceci est rigoureusement puni de diverses manières. D'ailleurs, un sale climat de méfiance est entretenu ainsi que les divisions entre ouvriers, employés, techniciens et cadres.

" En un mot, ce qui se passe ici, est absolument dégueulasse, je vais tâcher d'analyser certains faits suspects, et vous en ferai part.

" Mais revenons à notre sujet. Je pense qu'ici la seule action valable et efficace, présentement, est de travailler les syndicats, deux de mes camarades s'y emploient (sans résultat jusqu'ici. hélas !) D'autre part la C.N.T. répondant assez exactement à nos buts, je pense qu'il faut oeuvrer à son dé-

veloppement; les libertaires sont trop divisés, une unité d'action est indispensable, si nous voulons retrouver audience auprès du mouvement ouvrier; vous n'êtes pas toujours d'accord avec les syndicalistes révolutionnaires; d'accord, mais si nous restons éparpillés, nous n'atteindrons jamais nos buts, qui pourtant sont les mêmes. "

-d'un camarade de Marseille:

"... Je ne suis pas ouvrier, puisqu'on fait des distinctions entre ouvriers et étudiants, mais je n'en ai pas moins pris du plaisir à la lecture des différents numéros que tu m'as envoyés; certains articles ont d'ailleurs fait le sujet de discussions au groupe de Jeunes, auquel j'appartiens, et parmi lesquels se trouvent, évidemment, des ouvriers.

Je tâcherai de trouver des copains, et de faire mieux connaître votre bulletin. Ce sera je crois, la meilleure façon de vous assurer tous de mon amitié pour des gars comme vous. "

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

(suite de la page 17)

"J'ai passé ce livre à un camarade, il a trouvé simplement l'assassinat exagéré (est-ce sûr?) mais il a trouvé les pages décrivant l'essai très bien, l'attitude des staliniens, des patrons, il a connu dans les usines des faits semblables, il estime que cela doit être dit; si nous sommes incapables de le faire, il faut utiliser ce qui existe.

"Je pense qu'il est facile de passer du Parti communiste chez Doriot, ou tout autre parti de ce genre, c'est tout à fait logique, il n'y a aucun changement dans le raisonnement, dans le comportement; ce qui est différent c'est l'évolution inverse, c'est-à-dire de passer de l'idéologie totalitaire à l'idéologie socialiste. En passant chez Doriot, Lime n'a pas abandonné l'idéologie socialiste pour l'idéologie totalitaire, il a simplement changé de groupe totalitaire, ce qui est fréquent entre groupes totalitaires; combien d'anciens membres des Jeunes Patriotes ou des Jeunesses doriotistes sont aujourd'hui des bonzes dans le Parti communiste ou dans les formations "cryptos".

" Ce dont nous devons douter, c'est de la sincérité de Lime envers sa nouvelle idéologie. Il n'est pas question je le répète de dédouaner Lime. Je pense que le meilleur système pour nous, c'est de l'ignorer totalement, ce qui nous empêche pas de lire son livre. La plupart de nos camarades ont bien trouvé le bouquin de Benoist-Méchin sur l'Histoire de l'Armée allemande le meilleur document français sur la révolution allemande. "

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Solidarité pour les grévistes belges:

Nous avons réuni la somme de 140 N.F. qui a été remise à des camarades de La Louvière.

liaisons

Réunion Inter-Entreprise à Paris - 18 Mars - 8 camarades présents- 2 excusés (par suite de la grève des postes, il est possible que des camarades n'aient pas été touchés).

- I - Informations d'entreprise: débrayages chez Jeumont- dans les P.T.T. (textes dans le prochain numéro).
- II- Lettres de camarades de province: de Marseille-Thionville-Bordeaux et Nantes -Textes et réponses dans le prochain numéro.
- III- Un camarade de chez Renault: parle du développement des entreprises spécialisées dans la "location" de main d'oeuvre et du danger qu'elles représentent pour les travailleurs(en cas de grèves par exemple)- texte sur ce sujet dans le prochain numéro.
- IV- Critique du bulletin:
 - Discussion sur la formule: pour certains trop confus; trop dispersé, articles plus longs; pour d'autres, maintien de cette formule qui est plus vivante
 - Etude pour un bulletin imprimé.
 - La correspondance est la partie la plus vivante, la plus intéressante. Il faudrait parvenir à un échange plus large.
 - Pour les nouveaux lecteurs: ne pas renvoyer aux bulletins précédents, chaque fois que c'est nécessaire rappeler brièvement l'essentiel de ce qui a pu être dit.
 - La critique sur le cinéma est trop longue, il serait préférable de donner une dizaine de lignes sur plusieurs films; deux camarades ne sont pas d'accord avec cette critique et donneront leur avis dans le prochain numéro.
 - contrôle des naissances: un camarade est d'accord avec la lettre publiée dans le dernier bulletin. Il souligne à quel point les travailleurs sont ignorants des choses les plus élémentaires de ces questions et qu'il faudrait essayer de donner des indications pratiques régulièrement (extraits de livres, conseils techniques etc..) Brève discussion sur les difficultés et les écueils possibles, il serait souhaitable que tous les camarades donnent leur avis.

" PROCHAINE REUNION INTER-ENTREPRISE-PARIS "

 " SAMEDI 22 AVRIL - 15h "

 " local habituel "
